- 5. Les fonctionnaires recevront chaque année, sous réserve d'un exercice satisfaisant de leurs fonctions, une augmentation qui correspond aux échelons de salaire prévus dans les classes énumérées au paragraphe 4 de la présente annexe. Pour les directeurs et directeurs principaux, cette période sera de deux ans.
- 6. Le Secrétaire général fixera le montant des traitements à payer au personnel engagé pour des conférences déterminées, au personnel engagé à court terme, aux consultants, au personnel des missions, aux experts de l'assistance technique et aux conseillers de service social.
- 7. Le Secrétaire général arrêtera le barème des traitements du personnel de la catégorie des services généraux et le traitement ou le solaire des travailleurs manuels en prenant normalement pour base les conditions de travail les plus favorables en vigueur dans la localité où se trouvera le bureau des Nations Unies intéressé; toutefois, le Secrétaire général pourra, lorsqu'il le jugera convenable, arrêter des règlements et des plafonds de traitement destinés à lui permettre de verser une indemnité de non-résidents aux fonctionnaires des services généraux recrutés en dehors de la région du bureau intéressé.
- 8. Le Secrétaire général arrêtera des règlements pour le versement d'une prime aux fonctionnaires des services généraux qui passeront l'examen voulu et se montreront capables d'utiliser deux ou plusieurs langues officielles, cette prime devant être équivalente au montant d'un échelon de traitement et subsister même lorsque l'intéressé aura atteint le plafond de traitement prévu pour sa classe.
- 9. Le Secrétaire général pourra ajuster les traitements de base prévus aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 en cas de service hors du siège, en appliquant des taux différentiels qui tiendront compte du coût de la vie, du niveau de vie et de facteurs connexes; toutefois les taux différentiels minimums ne devront pas être inférieurs à 5 pour 100, les correctifs minimums devront se calculer par multiples de 5 pour 100; en outre, les

taux différentiels ne seront appliqués que sur la fraction du traitement qui représentera 75 pour 100 du salaire de base.

#### ANNEXE II

#### Prime de rapatriement

Auront droit, en principe, à la prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Organisation devra rapatrier, mais à l'exclusion de ceux qui auraient été révoqués. Les conditions et définitions relatives au droit à la prime seront déterminées en détail par le Secrétaire général. Le montant de la prime variera selon le temps que le fonctionnaire considéré aura passé au service de l'Organisation des Nations Unies (déduction faite des périodes pour lesquelles il aura perçu une indemnité d'expatriation). Les taux maximums payables seront les suivants:

Fonctionnaire qui n'a, lors de la cessation de ses services, ni femme, ni mari à sa charge, ni enfant à sa charge (Semaines de traitement)	Fonctionnaire qui a, lors de la cessation de ses services, une femme, ou un mari d sa charge, ou un enfant à sa charge (Semaines de traitement)	
4	8	
	10	
6	12	
	14	
	16	
	18	
	20	
	22	
	24	
	26	
14	28	
	lors de la cessation de ses services, ni femme, ni mori à sa charge, ni enfant à sa charge (Semaines de traitement)  4 5 6 7 8 9 10 11 12	

La prime maximum payable au titre de ce plan sera de 2.500 dollars net pour un fonctionnaire sans charges de famille et de 5.000 dollars net pour un fonctionnaire qui a des charges de famille.

### 471 (V). Ouverture de crédits pour l'exercice financier 1951

#### L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice financier 1951,

1. Un crédit de 47.798.600 dollars des Etats-Unis est ouvert pour les objets suivants :

#### A. — ORGANISATION DES NATIONS UNIES Dollars des Etats-Unis Chapitres Titre I. — Sessions de l'Assemblée générale, des Conseils. Commissions et Comités 1. L'Assemblée générale, ses commissions et comités..... 2.568.750 2. Le Conseil de sécurité, ses commissions et comités..... 3. Le Conseil économique et social, ses commissions et comités.. 502.000 a) Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle 22.900 des stupéfiants ..... b) Commissions économiques régionales ..... 54.000 TOTAL 588.900 4. Le Conseil de tutelle, ses commissions et comités..... 53.600 TOTAL DU TITRE I 3.211.250 A reporter 3.211.250

Chap	itres		Dollars des Etats-Unis	
	Report			3.211,250
	Titre II Enquêtes et recherches			
5.	Enquêtes et recherches		3.946.800	
	a) Service mobile des Nations Unies		450.000	4.206.000
	TOTAL DU TITRE II			4.396.800
	Titre III. — Siège de l'Organisation à New-York			
6.	Cabinet du Secrétaire général	484.200		
	a) Bibliothèque	450.000		
	Total		934.200	
7.	Département des affaires du Conseil de sécurité		758.700	
8.	Secrétariat du Comité d'état-major		129.600	
9.	Service de l'assistance technique		300.000	
10.	Département des questions économiques		2.285.000	
11.	Département des questions sociales		1.608.550	
12.	Département de la tutelle et des renseignements provenant des			
	territoires non autonomes		865.000	
	Département de l'information		2.687.000	
14.	Département juridique		430.000	
15.	Conférences et services généraux		7.179.000	
16.	Services administratifs et financiers		2.920.000	
17.	Dépenses communes afférentes au personnel		4.366.700	
18.	Charges communes	2.810.000		
	a) Transfert au siège permanent	400.000	2.210.000	
4.0	Total		3.210.000	
19	Matériel		302.200	
	Total du titre III			27.975.950
	Titre IV. — Bureau des Nations Unies à Genève			
20.	Bureau des Nations Unies à Genève (à l'exception des dépenses directement imputables au secrétariat du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des	4 220 400		
	stupéfiants qui sont prévues à l'article III)	4.328.400		
	Article III. — Secrétariat du Comité central permanent de l'opium et de l'Organe de contrôle des stupéfiants	55.200		
	a) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	254.000		
	Total		4.637.600	
	Total du titre IV			4.637.600
	Titre V. — Centres d'information			
21.	Centres d'information (à l'exception des services d'information du Bureau des Nations Unies à Genève)		840.000	
	Total du titre V			840.000
	A reporter			41.061.600

Chapi			Dollars des Etats-Unis	41 061 600
:	Report  Titre VI. — Commissions économiques régionales (à l'exception de la Commission économique pour l'Europe)			41.061.600
<b>22</b> . (	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient		825.000	
	Commission économique pour l'Amérique latine		503.800	
	Total du titre VI			1.328.800
2	Titre VII. — Dépenses de représentation			
<b>2</b> 4. I	Dépenses de représentation		20.000	20.000
1	Titre VIII. — Travaux contractuels d'imprimerie			
<b>25</b> . ]	Documents officiels (à l'exception des dépenses prévues à l'article VI pour le Comité central permanent de l'opium et l'Organe de contrôle des stupéfiants)	875.560		
A	Article VI. — Comité central permanent de l'opium et Organe de contrôle des stupéfiants	12.440		
	Total		888.000	
26. F	Publications		962.000	
	Total du titre VIII			1.850.000
7	Titre IX. — Programmes techniques			
27. F	Conctions consultatives en matière de service social		768.500	
28. <i>A</i>	Assistance technique en vue du développement économique		479.400	
<b>29</b> . C	Centre international de formation professionnelle en matière d'administration publique		145.000	
	Total du titre IX			1.392.900
7	Citre X. — Dépenses spéciales			
30. I	ransfert aux Nations Unies des avoirs de la Société des Nations		649.500	
31. A	amortissement de l'emprunt contracté pour la construction du siège permanent		1.000.000	
	Total du titre X			1.649.500
	B.—COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE			
T	itre XI. — Cour internationale de Justice			
32. C	our internationale de Justice		595.800	
	Total du titre XI		**************************************	595.800
T	OTAL GÉNÉRAL			47.898.600
	A reporter			47.898.600

Chapitres

Report

C. — DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

Titre XII. — Dispositions complémentaires

33. Réduction globale à appliquer aux prévisions relatives aux postes permanents

Total Du Titre XII

Total général après réduction

Total général après réduction

Dollars des Etats-Unis

47.898.600

- 2. Les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus sont couverts par les contributions des Etats Membres, après ajustement, conformément aux dispositions du règlement financier. A cet effet, les recettes accessoires pour l'exercice financier 1951 sont estimées à 6.521.000 dollars des Etats-Unis;
  - 3. Le Secrétaire général est autorisé:
- i) A gérer comme un tout les crédits prévus au chapitre 3, a; au chapitre 20, article III; et au chapitre 25, article VI;
- ii) A virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
- 4. Outre les crédits ouverts au paragraphe 1 ci-dessus, une somme de 14.000 dollars des Etats-Unis provenant du revenu de la Fondation Rockefeller pour la bibliothèque est affectée, conformément à l'objet et aux dispositions de cette fondation, à l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque.

326ème séance plénière, le 15 décembre 1950.

# 472 (V). Dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice financier 1951

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice financier 1951,

Le Secrétaire général, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et sous réserve des dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, est autorisé à engager des dépenses au titre des dépenses imprévues et extraordinaires; il est entendu que l'assentiment du Comité consultatif ne sera pas nécessaire pour:

- a) Les engagements ne dépassant pas au total 2.000.000 de dollars des Etats-Unis, si le Secrétaire général certifie qu'ils ont trait au maintien de la paix et de la sécurité ou à des mesures urgentes de relèvement économique;
- b) Les engagements qui pourraient être nécessaires pour faire face aux dépenses raisonnables occasionnées par la Commission économique pour le Moyen-Orient dont la création est envisagée, si le Conseil économique et social décide de créer ladite commission en 1951;
- c) Les engagements qui, suivant l'attestation du Président de la Cour internationale de Justice, ont trait aux dépenses occasionnées:
  - i) Par la désignation de juges ad hoc (Statut, Article 31),
  - ii) Par la désignation d'assesseurs (Statut, Article 30) ou de témoins et d'experts (Statut, Article 50),
  - iii) Par les sessions de la Cour tenues hors de La Haye (Statut, Article 22),

- et qui ne dépassent pas 24.000 dollars dans le premier cas, 25.000 dollars dans le deuxième et 75.000 dollars dans le troisième;
- d) Les engagements qui ont trait aux dépenses occasionnées par une session extraordinaire de la Commission des questions économiques, de l'emploi et du développement économique que pourrait convoquer son Président si des circonstances exceptionnelles l'exigent;
- e) Les engagements, ne dépassant pas au total 40.000 dollars, nécessaires à la création d'un Bureau international de déclaration de décès, en vertu des dispositions de l'article 8 de la Convention concernant la déclaration de décès de personnes disparues;
- f) Les engagements occasionnés par la réunion d'une Conférence intergouvernementale sur les produits de base.
- Le Secrétaire général présentera au Comité consultatif et à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, un rapport sur les dépenses engagées en vertu de la présente résolution et sur les conditions de leur engagement; de plus, il présentera à l'Assemblée générale des prévisions supplémentaires relatives à ces engagements.

326ème séance plénière, le 15 décembre 1950.

## 473 (V). Fonds de roulement

L'Assemblée générale

Décide que

1. Le Fonds de roulement sera maintenu jusqu'au 31 décembre 1951 à 20.000.000 de dollars des Etats-Unis: